

Margaret Thatcher : puissance militaire, destruction du « marxisme » et création du GIEC

Où comment dans la foulée de deux guerres, l'une extérieure des Malouines/Falklands au milieu de la météo de l'Atlantique à coups de jet-fuel et fioul lourd, l'autre intérieure par des charges de police contre les puissants syndicats « marxistes », est présenté par l'administration Thatcher le nouvel épouvante : CO2. C'est le lancement du GIEC, bébé des mega-labos d'État américains et anglais.

Anegeo 03/02/2016 (08/12/23)

Plan :

- I. D'abord dans la météo de l'Atlantique du Nord au Sud
 - I-bis. avec retour *a posteriori*, Pinochet le dictateur bienfaiteur
- II. Deuxième victoire, destruction de "the enemy within"
- III. Discours sur le danger CO2, la nouveauté IPCC/GIEC

Notes

Margaret Roberts
courbes GIEC dessinées par mails
James Hansen

- Une anecdote (en train d'être appliquée au niveau européen), comment imposer le nucléaire "non carboné" ? Pour L. Michel le Directeur de la "French DGEC" (Direction Générale de l'Énergie et du Climat, vidéo SFEN publiée 31/03/2015, [ici](#), à 9:35), et c'était avant la COP21 :

« ... ce qui a été mis en place **en Grande Bretagne**, avec le "contract for Difference" **est intéressant...** »

Il s'agit d'un prix double du prix actuel de l'électricité, indexé, **garanti à l'exploitant nucléaire EDF** des EPR à Hinkley pendant 35 ans : la Grande-Bretagne est référence pour notre "corps des mines", et finalement pour l'Europe, qu'elle a quitté.

- Chez nos amis britishs, le « climat » est entré précocement dans la sphère diplomatique. Sir Crispin Tickell a fait des études d'histoire et politique (1952 puis 2 ans service militaire puis postes dans la diplomatie). Lors d'une année sabbatique à Harvard sur 1975-76 pour étudier les *World Affairs*, le rôle du climat dans l'histoire le pique. Il lit tout ce qui existe sur le sujet, pas grand chose alors, en quelques mois dit-il. En 1977, il publie "Climate change and World Affairs", qui le lance. "Au milieu des années 80 il a contribué à persuader la Première Ministre Margaret Thatcher [élue en mai 1979 ⁽¹⁾] que le réchauffement global était un problème qui méritait, et son attention, et des subventions généreuses." pour l'étude de ce problème (S. Boehmer-Christiansen, *Nature* vol. 372, 1 December 1994, p. 401).

I. D'abord dans la météo de l'Atlantique du Nord au Sud

Margaret Thatcher a décidé de la Falkland war (Islas Malvinas, la guerre des Malouines) en Avril-mai 1982, dans l'autre hémisphère terrestre, dans l'Atlantique à 13 000 km de l'Angleterre. Passons sur les montagnes de Jet-fuel pour la RAF et de fioul lourd pour la Royal Navy que cela a exigé. Mais cela sera peut-être remplacé parce que justement, si les Falklands importent économiquement, c'est pour son potentiel gazo-pétrolier : licences et forages pétroliers offShore suivront cette victoire, un peu plus tard.

- Dans de telles conditions le Met Office ("Météo-France-Angleterre") est un département intimement lié à la direction militaire. C'est dans ce Met Office de l'armée victorieuse que 7 ans plus tard va être installé le GIEC du CO2, pas le CO2 de l'armée de sa majesté, pas le CO2 des grandes lignes aériennes (British Airways...), non, celui que l'élite peut taxer (pour dépenser les sous ailleurs) sans que ça la gêne, celui des ménages.

I-bis. avec retour *a posteriori*, Pinochet le dictateur bienfaiteur

Autre élément sorti du chapeau de la Falkland war/guerra Malvinas, mais bien *a posteriori* Augusto Pinochet aurait été d'une grande aide à l'armée anglaise. A l'époque des faits Margaret Thatcher, ou quelqu'un, a fait initier des contacts secrets avec un commandante du dictateur, pour des faveurs éventuelles vis à vis de l'Argentine. Le dictateur aurait répondu positivement tout aussi secrètement, pour du renseignement. C'est très obscur et par définition invérifiable en dehors d'une poignée de personne pas spécialement désintéressées. Car la chose sort seize ans plus tard en 1998-99 comme argument stratégique principal utilisé par Margaret Thatcher pour influencer l'opinion publique anglaise lorsque son protégé idéologique, le gl. Pinochet alors en Angleterre est menacé d'extradition vers l'Espagne. Elle vivait cela comme une possible victoire des "rouges" qu'elle a combattu toute sa vie.

Selon la prose de la BBC (22/10/1998), M. Thatcher "était depuis longtemps une admiratrice de sa politique économique radicale du libre-marché", "la prise de pouvoir du général en 1973 du gouvernement marxiste [ça... c'est selon la BBC, on pourra écouter S. Allende lui-même [ici](#)] de Salvatore Allende et a retourné immédiatement ses contrôles d'État en faveur d'un programme de privatisation en accord avec la pensée du marché libre de Friedman... [= pour Anaconda, pour ITT, pour Chase Manhattan Bank..., [là](#)] ...émulation des réformes qu'elle a apportées comme Première Ministre". Qu'une première ministre tory ait eu besoin comme modèle d'un homme qui avait passé sa vie à claquer des saluts dans des casernes avant de faire bombarder le palais de son Président élu, et ne parlait pas l'anglais, la BBC trouve de si aimables arguments pour justifier son ancienne Première Ministre. Il était surtout question pour la Dame de fer de la puissance, et notamment économique, anglaise. Dès son installation elle a levé l'embargo sur les armes imposé par le gouvernement Labour suite au coup d'état et avec elle l'Angleterre s'est mise à vendre au Chili avions, bateaux, missiles, land Rover armées, cluster bombs... ([là](#)). Pas sûr qu'elle aurait pu refourguer tout ça au "rouge" S. Allende.

▪ Ensuite, n'étant plus ni l'un ni l'autre au pouvoir, "Il est rapporté que le Général Pinochet avait l'habitude de lui envoyer des chocolats et des fleurs lors de sa visite bisannuelle à Londres et d'aller prendre un thé avec elle dès que c'était possible... Juste deux semaines avant son arrêt, le général Pinochet était reçu par les Thatcher à leur adresse londonienne de Chester Square." (BBC News, 22/10/1998, [là](#)).

Donc, lorsque le gl. A. Pinochet est retenu à Londres en oct 1998 suite à la demande de deux juges espagnols qui enquêtaient sur plus de 4000 assassinats politiques soupçonnés d'avoir été accomplis sous son dictat entre 1973 et 1990, M. Thatcher avec l'argument mentionné plus haut avait milité pour la relâche immédiate du général putschiste dans une lettre envoyée au *Times*, qui l'a publiée. Puis elle lui rendra formellement visite, se forçant (assez lamentablement) notamment à **dire devant la caméra que c'est lui qui apporté la démocratie au chili** (Ina : [là](#)). C'est seulement sur ça que la Première Ministre et le dictateur étaient très en phase : une hargne aveugle à vouloir détruire tout ce qui, vu de leur cerveau à eux, est "rouge".

E. Lea Vos compare le traitement donné au dictateur militaire de la terreur et au journaliste qui dénonce les passes-droits en les faisant connaître : [ici](#). On aura remarqué dans la vidéo-Thatcher que le dictateur n'est pas en mauvaise santé, alors que c'est la raison utilisée pour le laisser convoler quand la justice anglo-saxonne fait mourir Assange à petit feu dans l'isolement total d'une prison de haute sécurité à Londres (cf. Fig. 2). Les élites anglo-états-Uniennes et australiennes (nationalité de Julien Assange) marquent le point que le thatcherisme, que ce soit sous peinture démocrate ou républicaine, est bien vivant.

II. Deuxième victoire, destruction de "the enemy within"

Ainsi sur le plan intérieur, Margaret Thatcher préparait son autre guerre contre le alors puissant syndicat de mineurs du charbon, le National Union of Mineworkers, NUM, et son leader, Arthur Scargill, pour elle/Tories un révolutionnaire « marxiste » : "the enemy within". Il y avait eu deux grèves de plusieurs semaines des mineurs affectant tout le pays en 1972 (la première depuis 50 ans, augmentation proposée inférieure de plusieurs points à l'inflation) et 1974, qui ont marqué tous les esprits du Royaume Uni. La première fut un succès coté classe ouvrière suite, en point d'orgue, au blocage pacifique réussi (10 février, plein hiver) d'un alors très gros dépôt de coke dans un quartier de Birmingham (Saltley), loin des mines, pour lequel les ouvriers des usines proches de l'industrie automobiles du groupe Leyland, avaient débrayé par solidarité et accouru en masse (une dizaine de milliers) aider un piquet de mineurs surpassé par plus de police. C'est là que A. Scargill s'était fait connaître. Lors de la deuxième en février 1974, Edward Heath voulant faire désavouer les grévistes avait appelé aux élections mais le Labour obtient quelques sièges de plus et E. Heath n'arrive pas à faire une coalition avec les libéraux. Ces deux épisodes sont restés en travers de la gorge des Tories.

Le Ridley Report de 1977 ([ici](#) p. 25 ; M. Thatcher était leader des Tories depuis fév. 1975) prévoyait dès qu'ils seraient réélus, d'organiser d'abord la difficulté de rentrées d'argent aux grévistes des entreprises nationalisées (sera la clause 6 de la Social Security bill du 15/04/1980), faire des stocks de charbon ou de fioul près des centrales électriques (M. Thatcher en donnera personnellement l'ordre), de créer des unités importantes de police, mobiles, à commandement centralisé pour casser les piquets de grèves (eux mêmes rendus plus ou moins illégaux par le 1980 Employment Act, celui de 1982 amenant des pénalités d'emprisonnement), etc. Parallèlement le gouvernement travaille l'opinion publique en se plaignant fréquemment que le pays doit subventionner ces mineurs (ignorant les emplois induits, 87 pour 100 mineurs, les taxes gagnées par l'état, des affectations contestables et le relâchement soudain de dizaines de milliers de jusque-lors actifs sur le système social ; enfin tout simplement qu'à énergie égale, le charbon anglais était vendu au CEGB 40% moins cher que le pétrole ; mais tout ces contre-arguments ne seront analysés qu'après la grève; Saville, 1985, [ici](#) , p. 14, 24-28).

En 1982 Margaret Thatcher avait nommé le pro-nucléaire Sir Walter Marshall (jusque là Président de l'Autorité de l'énergie Atomique de Grande Bretagne, proche du BNFL de Sellafield, etc.) à la tête du CEGB (« l'EDF anglais » qui gère les centrales électriques). Les élections générales du 09/06/1983 suivent la victoire militaire anglaise dans des conditions très difficiles aux Malouines, avec Margaret Thatcher photographiée là-bas au milieu des boys victorieux, les Tories font un raz de marée (presque le double de sièges que le Labour).

Aussitôt en septembre Margaret Thatcher nomme Ian McGregor, 70 ans, à la direction du National Coal Board, NCB. Il venait de «dégraisser» de moitié les effectifs de la sidérurgie nationale en deux ans. Une fois l'hiver passé, I. McGregor annonce début mars (1984) la fermeture d'un puits, un puits en plein fonctionnement qui pouvait l'être encore plusieurs années (2 semaines avant on y ajoutait encore des mineurs) totalement inattendu et... en plein fief du NUM. Et il ajoute qu'il prévoit une baisse de production du NCB de 4 millions de tonnes et que cela va affecter 20 000 emplois directs, surtout dans cette même zone du NUM = le gouvernement Thatcher lançait sa deuxième guerre, en temps et en terrain choisis.

20% des mineurs (de zones historiquement connues pour cela, Nottinghamshire) ne feront pas grève et Margaret Thatcher s'y référera constamment. 80% des mineurs la feront : des dizaines de milliers de grévistes, une grève tellement longue qui va durer un an. Mais le point d'orgue du 18 juin 1984 va montrer que la situation n'est plus du tout celle de 1972 : le gouvernement bien organisé a fait venir plusieurs milliers de policiers de tout le pays (tenues anti-émeutes, charges à cheval, chiens, etc.) pour contrer plusieurs milliers de mineurs voulant, en une sorte de remake, bloquer la cokerie de **Orgreave** à coté de Rotherham (Sheffield, plein centre de l'Angleterre, South Yorkshire) : des dizaines de blessés dont des graves, des deux coté et 95 mineurs arrêtés risquent la prison à vie. Dès le lendemain la dame de fer a supporté sa police dénonçant dans la foulée le "pouvoir de la rue" ("mob rule") qui veut empêcher les autres de travailler (tout en mettant 200 000 mineurs au chômage pendant ses mandats). Elle dira que les policiers ont été merveilleux.

Pourtant le procès des mineurs tournera court fort discrètement lorsqu'il est apparu que des dépositions des policiers étaient organisées par l'autorité supérieure (34 identiques au mot près), démenties par les images, et c'est la police qui devra dédommager des mineurs dans un arrangement hors justice : 425 000 £ à 39 mineurs pour fausses accusations. Mais cette vérité arrive suffisamment tard dans l'année 1985, pour que la bataille soit du passé, la grève et le syndicat ont été écrasés entre temps. Les mineurs et leurs avocats ont toujours dit que la police avait chargé sans raison véritable, film de la police à l'appui, et il apparaît que la BBC a inversé les séquences aux nouvelles nationales du soir faisant apparaître les mineurs comme ceux qui ont initié la violence (l'affaire BBC n'a jamais été réellement close en 2015, [là](#), [ici](#), [là](#), [là](#), etc.). Ces (fausses) accusations ont nui à l'image des grévistes. Comme toute guerre, celle là comportait aussi celle sur sur l'opinion publique. La police anglaise expérimentée avec l'Irlande du Nord, avait choisi son terrain, son timing, et sa méthode (son chef l'avait mentionné avant cette journée).

Huit mois plus tard après un an de grève, le 03 mars 1985, le gouvernement Thatcher aura obtenu la victoire complète (vote de la reprise du travail sans conditions) sur les grévistes ruinés à la corde, brisés, familles en désarroi, et en même temps plus généralement sur le syndicalisme comme M. Thatcher s'en félicite dans ses mémoires. Après cet écrasement du syndicat des mineurs les mines seront fermées les unes après les autres. Lorsque M. Thatcher est arrivée au pouvoir en 1979 il y avait moins d'un quart de million de mineurs, lorsqu'elle est partie en 1990 à peine 50 000 ([ici](#)).

Pendant l'hiver 1984-85, si l'importation était problématique à de nombreux ports (deux courtes grèves des

dockers en juillet et août 1984 à cause de déchargements parallèles ont beaucoup inquiété le gouvernement) elle est restée pleinement fonctionnelle dans deux ports, Douvres et de Felixstowe (ces dockers ayant obtenu dans ces conditions tout ce qu'ils voulaient), ainsi que via des petits ports de la côte Est mis à contribution. Ce charbon en quantité accrue pour remplacer celui national venait de Pologne, d'Allemagne de l'Ouest, des États-Unis puis Afrique du Sud (Souville, [ici](#) p. 18). C'est aussi grâce à cela que les Tories peuvent briser les reins du NUM.

Il apparaît, selon Bertrand Rouzies qui donne ses sources (06/04/18, [là](#)), que des changements importants de ce type avaient eu lieu aux USA, bien avant la dame de fer, entre les deux guerres, pour une motivation semblable : "réduire les capacités de nuisance, c'est-à-dire de blocage économique, de l'industrie charbonnière, fortement syndiquée et revendicatrice, réputée acquise au communisme."

Car le charbon lui-même n'est pas en cause, en 2015 : 41% de l'électricité anglaise est produite avec le charbon importé (dont 38% de Russie, par ex. [ici](#)). Il lui reste le gaz de la Mer du Nord mais le Royaume Uni est de plus en plus dépendant des importations pour son énergie.

♦ Les nucléocrates français ont donné un superbe coup de main aux Tories. Déjà en France même « *Le démarrage des centrales nucléaires entraîne l'arrêt des centrales à charbon même quand le coût de l'exploitation de ces dernières est moins élevé... L'élimination du charbon est l'une des conséquences les plus graves du programme électronucléaire car le charbon est la ressource la plus abondante, et de loin au niveau mondial, notamment pour la production d'électricité et les industries françaises du charbon (mines et industries para-charbonnières) se ferment tout avenir.* », et d'autre part « *La construction d'environ 50 «tranches» nucléaires de 1.000 MWe en dix ans entraîne que le parc nucléaire est déjà surdimensionné et le sera encore plus en 1990: selon les évaluations, le suréquipement en 1990 varie entre 7 et 15 tranches nucléaires. Cela signifie un investissement inutile de 70 à 150 milliards de francs. En 1990, l'endettement d'EDF sera de l'ordre de 250 milliards de francs.* » (Gazette nucléaire n°92/93, fév. 89 p. 5 ; [ici](#)). Alors que la France entre 1975 et 1990 doublait sa puissance électrique installée, sur la même période la Grande Bretagne diminuait la sienne de 9% (Gazette Nucléaire n° 92/93, [là](#), p. 22).

En juin 1981, «l'EDF-anglais» CEGB et EDF avaient lancé la construction d'une liaison sous-marine pour la transmission de 2 GW, qui commencera à passer du courant progressivement à partir de l'automne 1985 (coût de cette ligne 760 millions £). L'élite anglaise n'ignore pas que la dette EDF est considérable (de 220 milliards de francs en 1987, presque ¼ du budget de l'État français; Gazette Nucléaire n° 92, [là](#), p. 11), et qu'il lui faut exporter à tout, n'importe quel..., prix. → Rien à construire et le CEGB du nucléocrate Sir Walter Marshall a réussi l'exploit d'obtenir un prix d'achat environ 20-25% inférieur à celui de la production intérieure anglaise (débat House of Lords, séance 09/04/80, [ici](#)). En 1987, EDF exporte pour 31 TWh.

Même son de cloche, sous épais feutrage diplomatique, coté français avec le dit « rapport Rouvillois » de mai 1989 au ministère de l'industrie : « *En 1988, les exportations d'EDF ont représenté 7,2 milliards de francs et le solde des échanges avoisine pour la France + 37 TWh, nos principaux clients étant l'Italie et la Grande-Bretagne.* » ; « *Dès 1982, le suréquipement nucléaire prévisible en 1990 avait été estimé à une ou deux tranches. L'évaluation actuellement retenue est de 7 à 8 tranches, soit 10 GW environ.* » ; « *Ce suréquipement actuel d'EDF... entraîne dans l'immédiat deux séries de conséquences... Il fait d'abord de la poursuite du développement des exportations d'électricité un impératif pour EDF.* » ; « *Les exportations ne sont pas très rémunératrices pour EDF: 22,4 c/KWh en moyenne (1987) contre 22,5 c pour le coût de production complet (amortissement et intérêt compris) d'une centrale nucléaire de base.* » (Gazette Nucléaire n°101/102, [ici](#), ou [là](#)) (Philippe Rouvillois sera ensuite Administrateur du CEA de 1989 à 1995), donc une exportation à perte déjà symboliquement reconnue, sans parler des énigmatiques coûts futurs (déchets, démantèlement : financiers mais aussi d'espace, et biologique).

A l'occasion d'autres fermetures de mines de charbon sous John Major le journal La Croix écrit (02/02/93) : "... restent discrets sur l'importation massive d'électricité produite par les centrales nucléaires françaises (un manque à produire de 6 millions de tonnes pour les houillères britanniques). Londres aurait dû, il est vrai, en pareil cas, verser aux français des millions de livres de dédommagements." Mais Londres était ravi de la chose. En 1994, le Royaume-Uni a importé de France 17,2 terawatt-heure d'électricité ce qui correspond à la production de 3 gros réacteurs atomiques tournant sur sol français ([ici](#), p. 9). Les déchets nucléaires correspondants sont eux, "français", pour l'éternité.

♦ La brutalité de la fermeture des mines, des licenciements, l'a été au nom du libéralisme économique (et privatisations), et de la haine des syndicats qualifiés de «marxistes». C'est encore en ce nom qu'en septembre

2008 EDF peut acheter British Energy avec ses 14 réacteurs AGR (dont le site de Hinckley Point) et le REP de Sizewell pour 15,7 milliards d'euros dont 35% appartenaient à l'État anglais. Mais EDF c'est l'État français (85%) et un syndicat CGT-énergie centralisé puissant, mais certes pro-nucléaire. Aujourd'hui le gouvernement conservateur de Grande Bretagne garantit à EDF, donc impose aux futurs consommateurs, pour du futur nucléaire à Hinckley Point un prix double du prix actuel de l'électricité sur 35 ans annexé sur l'inflation.

Discours sur le danger CO2, la nouveauté IPCC/GIEC

En **Sept. 1988**, Margaret Thatcher prononce un discours à la London Royal Society qui reçoit grande publicité. Elle fait état pour commencer de sa formation scientifique, semble placer le débat haut mais, surprise pour un parti politique majeur, y consacre une grande partie à un certain environnementalisme (Margaret Thatcher Foundation, [ici](#)) :

« agriculture... Mais on se retrouve avec une pollution aux nitrates et un accroissement énorme de méthane qui pose des problèmes.

.. nous a donné la capacité et le besoin d'exploiter les combustibles fossiles... Un résultat est une vaste augmentation du dioxyde de carbone. Et cela s'est fait juste lorsque des grandes étendues de forêt qui aident à l'absorber ont été coupées.

... il est possible... qu'on ait sans le vouloir commencé une expérimentation massive avec notre système planétaire lui-même.

*Récemment... le premier est l'accroissement des gaz à effet de serre, dioxyde de carbone, méthane et chlorofluorocarbones, ce qui conduit certains à craindre que l'on est en train de créer un piège de chaleur global qui pourrait amener à une **instabilité climatique**... Un tel réchauffement pourrait provoquer la fonte accélérée des glaciers et par conséquent une **augmentation du niveau de la mer de plus de 1 ou 2 mètres** dans le prochain siècle. (...)*

*Nous avons à considérer avec plus de détails les effets probables du changement dans des échelles de temps précises. Et prendre en compte les implications plus larges au niveau des prises de décisions, pour la production d'énergie, pour l'efficacité énergétique, la reforestation. Ce n'est pas une petite tache puisque l'accroissement annuel de dioxyde de carbone atmosphérique est de l'ordre de 3 milliards de tonnes. Et la moitié du carbone **émis depuis la révolution industrielle** reste dans l'atmosphère. (...)*

On peut atteindre une prospérité stable dans le monde à condition qu'on soigne et protège l'environnement. »

C'est exactement le discours du GIEC qui est en train d'être mis sur pied depuis quelques années dans les gros labos atomiques américains ([là](#)).

Les forestiers rappellent qu'en Europe, c'est le charbon qui a sauvé la forêt, et tout particulièrement en Grande Bretagne. Et à bien plus longue échelle, c'est quand il y avait selon les proxis dix fois plus de CO2 dans l'atmosphère que les forêts (qui donneront le charbon) prospéraient ([ici](#), fig. 3).

Bien sûr la « *révolution industrielle* » responsable de ces horreurs dans son esprit/tories du moment, est synonyme du charbon parce c'est surtout lui qui a apporté ces syndicats «marxistes». Au même moment la fermetures des mines, les mises massives au chômage, vont à plein, le discours est d'à propos.

♦ Le nucléaire ne fait pas parti de ce discours GIEC. Deux ans avant avait explosé une centrale électrique. La belle affaire puisque c'était à plus de 2000 km de là. Oui mais c'est l'atome qu'elle utilisait pour faire bouillir l'eau pour les turbines. Si une grande partie de l'Angleterre a été épargnée, il y a eu des zones, dans le Highland d'Écosse, le nord du Pays de Gales la Cumbria et le Dumfries and Galloway, touchées par des retombées radioactive à cause de pluies orageuses le 2 mai. Contrairement au french Service du Pr. Pellerin, le NRPB anglais a été très actif et honnête, l'information disponible était bonne, y compris les premiers jours, pour le public.

C'est le gouvernement politique Thatcher qui n'a rien voulu entendre, qui a pris en main la communication à partir du 9 mai à partir duquel moment il n'y aura plus aucun chiffre précis. On saura plus tard que le 14 mai 1986 des viandes d'agneau de ces zones contaminées portaient 1200 à 1700 Bq/kg Cs-137, 600 à 800 Bq/Cs-134, 400 à 700 Bq/kg pour l'iode 131. Les gens mangeait, idem pour les poissons, de même que les enfants avec lait yaourts et fromages « iodé-Tchernobyl » de ces zones, ce qui a du concerné 250 000 enfants. Pour l'administration Thatcher, ils n'avaient pas besoin de savoir. Ça n'est que un mois plus tard, le 20 juin, que la vente et abattage de ces troupeaux et denrées contaminées sera provisoirement interdit, ce qui représentait 8914 élevages et 4,2 millions de moutons (Le Cri du Rad n°4 août 87 p. 9-10).

« France et Grande Bretagne, deux pays où les autorités crurent bon de ne prendre aucune mesure

sanitaire. » ; « Une des premières nations à développer le nucléaire après la dernière guerre, ce pays s'est doté, comme la France, d'une puissante technostucture, liée à l'État, donc le CEGB et l'UKAEA (l'équivalent du CEA...) constituent les piliers principaux. Ces deux organismes réagissent à l'évènement comme leurs homologues français. » (Pharabod & Schapira, "Les jeux de l'atome..", 1988, p. 174 ; 182).

En 2000 les restrictions sont en place pour 389 fermes comptant 230 000 moutons dont certains dépassent encore 1000 Bq Cs137/kg et certaines pourraient être sous contrôle encore 30 ans; [ici](#)). C'est qu'il a fallu toute la pression du NFU (« FNSEA anglaise ») pour que le gouvernement accepte de verser des indemnités aux éleveurs (4,3 millions £ en 1987).

▪ Au moment de ce discours, quatre réacteurs nucléaires AGR 680 MWé construits sous le Primat Thatcher, deux à Heysham et deux à Torness, étaient couplés au réseau, et la CEGB de Sir Walter Marshall posait la première pierre pour un REP nucléaire 1250 Mwé à Sizewell. Le gouvernement avait lancé la construction de quatre sous-marins à propulsion nucléaire de la série Vanguard pour les missiles à têtes nucléaires multiples Trident et était généreux pour l'entretien et la "modernisation" des têtes nucléaires anglaises. Dans l'affaire des euromissiles, M. Thatcher avait été leader avec H. Smidt et R. Reagan de l'installation de nouveaux missiles nucléaires américains Cruise sur le sol anglais, plus rapides, plus précis que ceux des soviétiques. Il y a eu des centaines de milliers de manifestants contre ce déploiement en 1981 et 1983 (voir [ici](#) à "automne 1981" et "octobre 1983") et les sondages généraux n'y étaient pas favorables. "Le gouvernement conduit par Margaret Thatcher est devenu de plus en plus alarmé par la dimension et les actions du CND [Campaign for Nuclear Disarmament] en particulier. En nommant Michael Heseltin comme ministre de défense en 1983, les autorités espéraient affirmer une position plus dure contre les contestataires : **ont été créées plusieurs agences dans le but de démembrer de faire opposition à la rhétorique anti-nucléaire**, des figures officielles ont été envoyées dans les écoles et les places publiques pour contredire les initiatives des nouvelles branches du CND. Dans certains cas, on a demandé à des membres du service secret M15 d'espionner sur les membres du CND." (Cazzini, 2018, [là](#), p. 48).

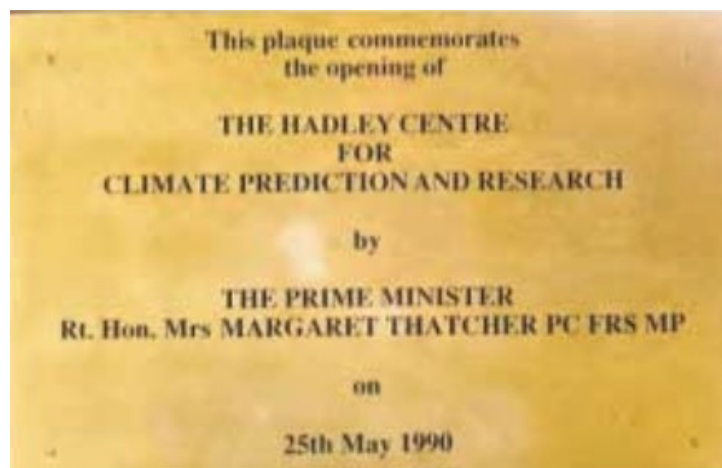
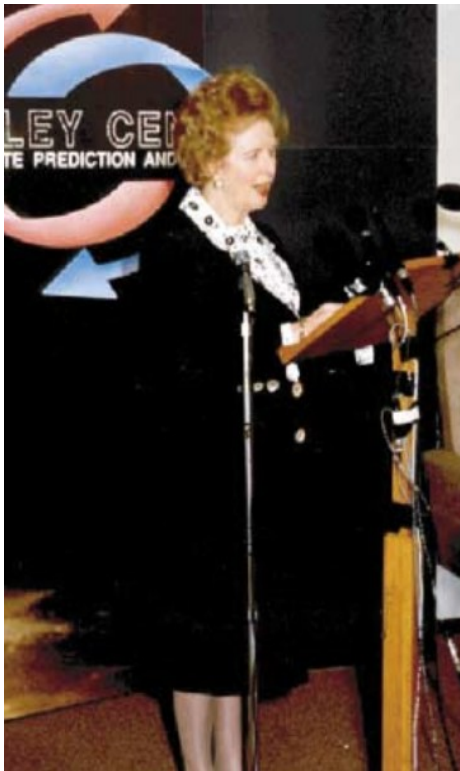


Fig. 1. L'inauguration du bâtiment du Hadley Center, co-financé avec l'US DoE, par la Première Ministre, Margaret Thatcher le 25 mai 1990. Quatre jours avant J. Houghton a présenté la position du naissant IPCC/GIEC à tout son cabinet, position qui sera adoptée la veille de cette inauguration (24 mai) par un meeting "intergouvernemental" à Windsor, le premier rapport GIEC en 1990 (photos, *Weather*, vol. 59, n°11)

Deux mois après l'intervention de M. Thatcher à la Royal Society c'était donc la première réunion du GIEC à Genève où l'anglais John Houghton, ancien physicien de l'atmosphère à Oxford où il travaillait avec la NASA américaine et le **Royal Aircraft Establishment**, et qui est alors le Directeur du **Met Office**, est élu Président du groupe science du GIEC. Il va être le premier auteur des rapports GIEC 1990, 1995 et 2001. Se lâchant un peu, en 2003 John Houghton lancera dans le journal *The Guardian* (le journal préféré pour ne pas dire attiré du NASA-GIEC James Hansen, [là](#)) : la comparaison entre "la menaces des changements climatiques anthropiques et les armes de destruction massives".

En 1989 est créé, adjacent au Met Office à Bracknell (Ouest de Londres) **le Hadley Center, qui va être central au GIEC**, ayant comme tâche surtout de la modélisation prédictive du climat (le Hadley Center fait donc partie du Met Office), le US DoE (énergie-CEA américain) contribuant financièrement pour 5,5 millions £/an ([ici](#)) en plus du financement alloué par Margaret Thatcher. Mais le budget recherche sous M. Thatcher n'a pas augmenté, il y a eu des baisses de crédits un peu partout ailleurs pour les transvaser au « climat »-numérique. Les esprits de M. Thatcher et Ronald Reagan se rejoignaient, les rapports entre les deux pays étaient des plus chaleureux, "dear Ronnie", "dear Maggie", et les virées de bombardiers américains sur la Libye partaient de chez Maggie, etc.

- Pour les données à collecter pour rentrer dans les modèles prédictifs, le Hadley Center se lie à la Climatic Research Unit, CRU, de East Anglia (qui se trouve à Norwich, 160 km au Nord-Est de Londres). C'est une petite unité académique (notamment Phil Jones, T.M. Wigley...) qui faisait déjà ce travail sous contrat avec le gros labo atomique américain, le Oak Ridge National Laboratory du DoE via la "Cabon Dioxyde Research Division", CDIAC, depuis avant 1985. Les premiers modélisateurs américains du Oak Ridge avaient besoin de telles données (voir [là](#), paragraphe X). Le directeur d'alors du CRU rencontre Margaret Thatcher et les autres impliqués dans la création du Hadley Center (comme le dit son site, [ici](#) : le directeur à partir de 1993 sera Phil Jones, pilier du GIEC par ses courbes) pour devenir les "gardiens" du temple des données historiques cherchées dans les archives de ce grand pays colonial, pour reconstituer une température de la surface mondiale dans le temps. Les DoE (Oak Ridge, Lawrence Livermore), CRU, puis Hadley Center sont les premières fondations du GIEC. Le 21/05/90, M. Thatcher avait fait intervenir J. Houghton devant son cabinet pour exposer les premières recommandations GIEC.

Dans le premier modèle océan-atmosphère couplé 1991 du Hadley Center, l'atmosphère est un assemblage de 11 couches numériques avec des mailles $2,5^\circ \times 3,75^\circ$ soit, à 45° de latitude : $277 \text{ km} \times 295 \text{ km}$ (on rappelle qu'une vallée, un cumulo-nimbus ou l'œil d'un cyclone font $\sim 10 \text{ km}$) et encore bien plus grosses à "l'équateur numérique". Il ne pouvait modéliser que un gaz à effet de serre, le "CO2-numérique". On n'avait pas beaucoup avancé pour Kyoto en 1997 : avec cependant l'introduction d'un "aérosol-numérique", de la variété refroidissante (les aérosols sont particulièrement complexes, on ne sait pas trop ce qu'ils font, c'est un *joker*...). C'était une urgence, car la courbe de température "globale" partait irrémédiablement vers le ciel... (Y. Lenoir, "Climat de panique" 2001, p. 64), montée vers le ciel qui annonçait alors, en continuant cette courbe GIEC, une température vers 2024 de $+2^\circ\text{C}$ par rapport à celle de 1920 ⁽²⁾.

"En vrai", on était incapable de modéliser un seul cumulo-nimbus, mais bien avant ça, on ne sait pas comment se forment les gouttelettes d'eau d'un nuage (qui se forment trop tôt d'un point de vue thermodynamique, [là](#) paragraphe II.C.2). Or le climat, c'est l'eau, son manque (sécheresse) son arrivée "trop" rapide (inondations), sa chaleur latente qui donne leur puissance aux tempêtes et cyclones, son effet de serre vu qu'elle est en bien plus abondante que le CO2 ([ici](#) paragraphe IV.1) mais que parfois elle est très rare, étant "la" responsable des variations qui nous importent tous les jours.

Prédire la catastrophe climatique à partir d'une boîte noire, les plus gros ordinateurs du monde, qui servaient évidemment d'abord à la "Défense", atomique, missiles, etc., s'est révélé être la stratégie gagnante pour, comme ils/elles le disent elles/eux-mêmes, développer l'économie (de mega entreprises occidentales). Il fallait saisir le moment opportun pour le faire. Et cela avait été inauguré par le modélisateur de « climat » à la NASA James Hansen ⁽³⁾ et donc collègue de John Houghton, en juin 1988 dans une petite salle du congrès des États-Unis, mais transformé le lendemain en bombe médiatique par le New York Times, trois mois avant l'exposé de Mme Thatcher à la British Royal Society. Le GIEC était créé dans la foulée.

Notes

(1) **Margaret Roberts** (nom de jeune fille), obtient un Bachelor de chimie à Oxford (oct. 1943-1947) où elle a été Présidente de l'association des étudiants conservateurs et une méthodiste active. Sans perdre de vue la politique (en 1948 elle assiste à la conférence du parti, dirigé par W. Churchill), elle a un premier poste dans un laboratoire d'une société de plastiques, puis de 1949 à 1951 dans l'industrie agro-alimentaire. A 25 ans, elle a été retenue comme candidate du parti aux élections de 1950 et 1951 dans un circonscription travailliste où sans pouvoir être élue elle fait un bon score. Elle se marie en déc. 1951 et a des (faux) jumeaux (une fille, un garçon) en déc 1953. Ayant changé de circonscription, elle est élue députée conservatrice en 1959 à Finchley (Londres), un siège qu'elle va tenir 20 ans. En oct. 1961, Mc Millan la choisit comme ministre junior des pensions. De 1964 à 70 les travaillistes au gouvernement, elle a des postes de porte-parole chez les Tories, se qualifie comme barrister sur les taxations. De 1970 à 1974, sous Edward Heath, elle est Secrétaire d'État à l'éducation et la science. En fév. 1975 elle bat E. Heath à la Direction des Tories. Le 04 mai 1979 elle est élue Premier Ministre, première femme à l'être et y reste 11,5 ans, la plus grande durée de Premier Ministre du siècle, jusqu'à nov. 1990 (perd le support du parti sur affaires européennes et une très impopulaire « poll tax »).

(2) Les histoires de **courbes-GIEC** ne s'arrêtent pas au *joker* aérosols et autres "paramétrisations" arbitraires. Le 19 nov. 2009 Wikileaks dévoile les e-mails, d'une sauvegarde informatique sur le campus de Norwich. Ce sont les e-mails de l'Université anglaise d'East Anglia où se trouve le Climate Research Unit (CRU), et on peut y lire les échanges de principaux protagonistes du GIEC (par ex. in *The Telegraph* 28/11/09 [là](#); le physicien J. Costella 2010, [ici](#)).

Les emails de 1999 montrent comment à quelques personnes, ils ont "peaufiné" la courbe "en crosse de hockey" dite de Mann qui allait se trouver en première page du "Résumé à l'attention des décideurs" du rapport GIEC 2001, reproduite partout, des journaux aux manuels de classes. Elle montre des siècles de diminution de la température jusqu'à une brutale montée à la verticale, unique, de la « température moyenne du globe » (un concept qui n'a pas d'existence physique en soi), le - la science est dite -. On voit dans ces échanges confidentiels qu'on est dans la pseudo-escroquerie scientifique.

- Étant donné que ce sont ces dites data de températures anciennes qui sont à la base de la justification des décisions politico-économique énormes prises actuellement, en France comme dans les autres pays occidentaux, l'Institut Physique du Globe de Paris, IPG a demandé s'il pouvait accéder à ces data (tout a été numérisé forcément donc il suffit d'un clic). Refus de la Climate Research Unit (CRU) comme le rapporte le Directeur d'alors de l'IPG ([là](#)). Vous n'avez qu'à tout refaire est la réponse du CRU. Mais cela a été fait sur des années sur financement américain du DoE ([là](#) § II-1-1.). Alors une petite équipe de l'IPG a fait sa collecte sur les meilleures stations d'Europe (44) et Nord Américaines (150) : le résultat est bien différent ([ici](#) entre 22'20 et 27'30), guère compatible avec l'explication GIEC.

From: Tom Wigley <wigley@ucar.edu>
 To: Phil Jones <p.jones@uea.ac.uk>
 Subject: 1940s
 Date: Sun, 27 Sep 2009 23:25:38 -0600
 Cc: Ben Santer <santer1@llnl.gov>

<x-flowed>
 Phil,

Here are some speculations on correcting SSTs to partly explain the 1940s warming blip.

If you look at the attached plot you will see that the land also shows the 1940s blip (as I'm sure you know).

So, if we could reduce the ocean blip by, say, 0.15 degC, then this would be significant for the global mean -- but we'd still have to explain the land blip.

I've chosen 0.15 here deliberately. This still leaves an ocean blip, and i think one needs to have some form of ocean blip to explain the land blip (via either some common forcing, or ocean forcing land, or vice versa, or all of these). When you look at other blips, the land blips are 1.5 to 2 times (roughly) the ocean blips -- higher sensitivity plus thermal inertia effects. My 0.15 adjustment leaves things consistent with this, so you can see where I am coming from.

Removing ENSO does not affect this.

It would be good to remove at least part of the 1940s blip, but we are still left with "why the blip".



Complexe militaro-industriel/GIEC

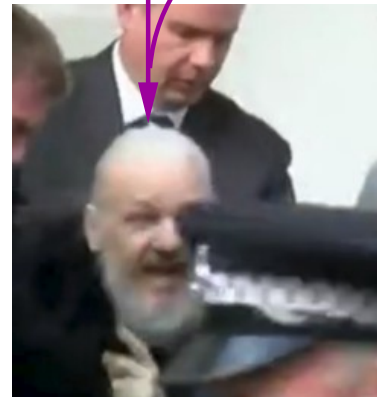


Fig. 2. A gauche un email de l'ancien Directeur du CRU, Climatic Research Unit, à l'Université East Anglia : T. Wigley, qui a un PhD de cinétique des plasmas, avec le nouveau directeur du CRU, P. Jones (collecteur de données météo d'archives coloniales), sommité du GIEC, discutant, une fois de plus, de petits « arrangements » entre amis de forme de courbe. En copie du mail est Ben Santer, qui a fait son PhD, en statistiques, à East Anglia lorsque M. Wigley dirigeait la CRU, qui est alors aux USA au très atomique Lawrence Livermore National Laboratory. Ben Santer est lui aussi un « auteur principal » du GIEC-1995 (Climategate email di2.nu/foia/1254108338.txt, reproduit [là](#));

A droite: c'est grâce à Wikileaks qu'on a pu connaître ces petits arrangements par mails. Les puissances militaro-industrielles occidentales créatrices du GIEC le font payer de manière exemplaire à son directeur Julien Assange : la mort à petit feu en isolement total dans une prison de la capitale anglaise. Nils Melzer, rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture dénonce depuis plusieurs années qu'on est en plein dans une torture psychologique : [là](#).

(3) **James Hansen** de formation astro-physique, fonctionnaire NASA à vie, intimement mêlé à la création de l'ONG 350.org chargée de son côté de la jeunesse, est un militant pro-nucléaire (filière plutonium, etc.) : vidéo SFEN, [ici](#) ou plus précis, Le NewYork Times, 03/11/13, [là](#).